**Formule DF 12A**

20 No

 Cour suprême de la Nouvelle-Écosse

 (Division de la famille)

Entre :

 requérant

 et

 corequérant

**Affidavit à l’appui d’un divorce non contesté (requête conjointe)**

Nous déclarons sous serment ce qui suit :

1. Nous soussignés, et , sommes les requérants dans la présente instance.

2. Nous avons déposé une requête conjointe en divorce le 20 , et le présent affidavit fournit les éléments de preuve à l’appui qui sont prescrits.

3. Nous avons une connaissance personnelle des éléments de preuve présentés sous serment dans le présent affidavit, sauf lorsqu’il est indiqué qu’ils sont présentés sur la foi de renseignements tenus pour véridiques.

4. Nous énonçons, dans le présent affidavit, la source de tout renseignement dont nous n’avons pas une connaissance personnelle, et nous déclarons que nous croyons cette source.

**Requête, compétence et détails du mariage**

5a. Nous confirmons que tous les renseignements contenus dans la requête en divorce sont véridiques et exacts au mieux de notre connaissance et que vit à et vit à .

5b. Le requérant a résidé habituellement en Nouvelle-Écosse pendant au moins un an avant le jour de la signature de la présente requête, et plus particulièrement depuis le  .

5c. Les détails du mariage sont les suivants :

* Date du mariage :
* Lieu du mariage :
* Noms de famille et prénoms le jour avant le mariage

Le requérant :

Le corequérant :

* Genre le jour avant le mariage

Le requérant : ☐ masculin ☐ féminin ☐ autre

Le corequérant : ☐ masculin ☐ féminin ☐ autre

* Statut matrimonial durant le mariage

Le requérant : ☐ célibataire ☐ divorcé

Le corequérant : ☐ célibataire ☐ divorcé

* Lieu et date de naissance

Le requérant :

Le corequérant :

**États financiers**

6. Les états financiers déposés demeurent véridiques et exacts au mieux de notre connaissance [*. / à l’exception des corrections ou changements suivants :* fournir les détails.]

**Réconciliation**

7. Il n’y a aucune possibilité de réconciliation entre le requérant et le corequérant.

**Motif**

8. Nous demandons le divorce pour cause d’échec permanent du mariage et, plus particulièrement, parce que le corequérant et moi vivions séparément depuis [date]. Nous vivions séparément à la date d’introduction de l’instance et aurons vécu séparément pendant au moins un an immédiatement avant que l’instance en divorce soit tranchée.

**Collusion**

9. Il n’y a pas eu de collusion relativement à la présente instance.

**Entente écrite ou ordonnance judiciaire antérieure**

10. Est jointe une copie conforme de [*l’entente écrite conclue entre le corequérant et moi‑même datée du 20*  */ de l’ordonnance judiciaire datée du 20*  / décrire la combinaison d’entente écrite et d’ordonnance judiciaire portant sur les mesures accessoires] à titre de règlement de toutes les questions accessoires.

**Enfants**

11. Il n’y a aucun enfant à charge au sens de la *Loi sur le divorce*.

[ou]

[Si ces paragraphes sont utilisés, les renuméroter ainsi que les paragraphes qui suivent dans l’ordre]

11a. Les noms complets et les dates de naissance des enfants sont les suivants : [fournir les détails].

11b. [Énoncer en termes généraux les dispositions de l’entente relatives aux responsabilités décisionnelles, au temps de parentage et aux arrangements de parentage.]

11c. Il n’y a, et il n’y a eu, *aucune* autre instance ou circonstance entre les parties ou ayant une incidence sur le bien-être ou la sécurité des enfants/parties.

OU

11c. Il y a, ou il y a eu, d’autres instances ou circonstances entre les parties ou ayant une incidence sur le bien-être ou la sécurité des enfants/parties, dont les détails figurent dans le tableau suivant :

|  |  |
| --- | --- |
| Type d’instance(s) et numéro de dossier du tribunal | [fournir le numéro de dossier du tribunal et décrire le type d’instance, par exemple une instance civile, de protection, criminelle ou autre] |
| Ordonnance(s) ou autre mesure | [décrire toute ordonnance pertinente, y compris une ordonnance de protection de la sécurité d’une personne, un engagement, notamment un engagement de ne pas troubler l’ordre public, une promesse, une condition, etc.] |
| Circonstance(s) | [décrire] |

11d. [Énoncer en termes généraux les dispositions de l’entente relatives aux aliments pour enfant, de même que l’emploi actuel et le revenu annuel de chacune des parties. Si aucuns aliments pour enfant ne seront versés ou si le montant diffère considérablement de celui prévu par les *Lignes directrices*, expliquer pourquoi.]

11e. [Renvoyer à tout avantage social conservé ou fourni pour l’enfant, notamment une couverture de soins médicaux, dentaires et d’assurance-médicaments ou une assurance-vie.]

11f. [Expliquer le fondement sur lequel les requérants concluent que l’entente prévoit des dispositions raisonnables pour les aliments des enfants.]

11g. [Préciser les détails de toute ordonnance de la cour ou demande d’ordonnance de la cour relatifs au temps de contact, à l’interaction ou aux arrangements de parentage avec l’enfant / les enfants à charge par une personne qui n’est pas une partie à la présente instance, y compris le nom des parties et le numéro de dossier de la cour.]

**Aliments matrimoniaux**

12. Aucuns aliments matrimoniaux ne seront versés par l’une ou l’autre des parties.

[ou]

12. [Énoncer en termes généraux les dispositions de l’entente relatives aux aliments matrimoniaux. Si l’emploi actuel et les revenus annuels ne sont pas indiqués ci-dessus sous la rubrique « Enfants », fournir ces précisions ici.]

**Dépens**

13. Nous ne sollicitions aucuns dépens.

[ou]

[Si ces paragraphes sont utilisés, les renuméroter ainsi que les paragraphes qui suivent dans l’ordre]

13a. Je sollicite des dépens au montant de [ $].

13b. [Indiquer le fondement de la demande de dépens ainsi que le montant sollicité.]

**Demande de mesures réparatoires**

14. Nous demandons à la Cour d’accueillir notre requête en vue d’obtenir une ordonnance de divorce. Nous demandons également que les modalités et conditions de [*notre entente écrite datée du 20  / l’ordonnance judiciaire datée du 20 / notre entente écrite datée du*

 *20 et l’ordonnance judiciaire datée du 20* ] soient incorporées à l’ordonnance de mesures accessoires et en fassent partie intégrante.

15. [Énoncer toute mesure spéciale ou circonstance inhabituelle ayant une incidence sur les mesures réparatoires, le cas échéant, et renuméroter les paragraphes restants au besoin]

**Changement de nom** [supprimer cette section si elle ne s’applique pas]

16. Je demande une ordonnance en vue de changer mon nom de [nom complet actuel] à [nom complet, y compris tous les prénoms].

17. Le nom que je portais avant mon mariage au [*requérant/corequérant*] était [nom avant le mariage]. Mon nom à la naissance était , et ma date de naissance est le [fournir des précisions telles que le nom sur le certificat de naissance, y compris tous les prénoms].

*Fait sous serment*/ *Affirmé* devant moi)

le 20 )

à , )

)

)

 ­ )

Signature de l’autorité Signature du requérant

Nom en lettres moulées :

Qualité officielle :

*Fait sous serment*/ *Affirmé* devant moi)

le 20 )

à , )

)

)

 )

Signature de l’autorité Signature du corequérant

Nom en lettres moulées :

Qualité officielle :